

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 DÉCEMBRE 1924.

Projet de loi protégeant l'authenticité des dentelles faites à la main (1).

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. RUBBENS.

MESSIEURS,

Le présent projet de loi a été adopté à l'unanimité, moins deux abstentions, par toutes les sections de la Chambre.

Ce projet nous a été transmis par le Sénat, qui y a consacré ses séances des 9 et 10 avril et qui l'a adopté à l'unanimité.

A la même unanimité, il a été approuvé par la Section centrale de la Chambre, et celle-ci a émis l'espoir que la Chambre suive l'exemple du Sénat et cela sans le moindre retard.

Dans son rapport au Sénat, le R. P. Rutten a donné un large aperçu de la situation actuelle de notre industrie dentellière qui fut, depuis des siècles, au point de vue social et économique, un des éléments principaux de la prospérité nationale, et au point de vue national, une de nos plus pures gloires.

Cette industrie traverse actuellement une crise, dit le même rapporteur, crise qui a pour causes principales :

La diminution de nos débouchés :

La diminution constante du nombre des écoles dentellières ;

L'organisation défectueuse du commerce des dentelles ;

L'insuffisance des salaires.

Cependant, ajoute-t-il, depuis que les salaires ont été notablement augmentés, la cause principale de la crise résulte de la concurrence redoutable de la dentelle mécanique.

(1) Projet de loi transmis par le Sénat, n° 249 (1923-1924).

(2) La Section centrale, présidée par M. Bertrand, était composée de MM. Debruyne (René), Maenhaut, Van Dievoet, Rubbens, Delacôte et Van Hoeck.

Le projet de loi actuel a donc pour objet d'empêcher que cette concurrence ne devienne sur nos marchés intérieurs une véritable fraude.

Après en avoir ainsi référé au rapport remarquable du R. P. Rutten, qu'il nous soit permis d'y ajouter, à notre tour, quelques considérations et données complémentaires sur la crise actuelle dans notre industrie dentellière, sur l'importance de la fabrication actuelle de la dentelle mécanique et, finalement, sur le projet de loi soumis à nos délibérations.

I.

LA CRISE ACTUELLE DANS L'INDUSTRIE DENTELLIÈRE.

Il est incontestable que notre industrie dentellière traverse, en ce moment une crise; le seul fait de la grande diminution du nombre des dentellières en est la preuve. Nous ne pouvons toutefois perdre de vue que la situation d'après-guerre est beaucoup plus complexe qu'une crise commerciale ordinaire.

Au point de vue du commerce même, il importe de considérer trois périodes.

Au lendemain de la guerre, il y eut, pendant une période de deux ans, beaucoup de demandes de dentelle. Grâce à cette situation les salaires ont pu atteindre en général un taux relativement élevé. Et c'est alors que les dentellières se sont groupées dans une organisation syndicale générale.

Les deux années qui suivirent étaient, au contraire, défavorables pour l'industrie dentellière, et nos ouvrières ont abandonné en masse les fuseaux ou l'aiguille. Cet abandon du métier se fit avec d'autant moins d'inconvénients qu'entretiens la grande industrie s'était rétablie et même considérablement étendue, qu'en outre un grand nombre d'autres industries, mieux appropriées au travail des femmes, telles la bonneterie, la ganterie et la confection des chemises, avaient pris une grande importance dans différentes contrées flamandes.

Cependant la demande de nos dentelles de bonne qualité a repris depuis deux ans, de sorte qu'actuellement il ne peut y avoir question de crise fortement prononcée, telle que notre industrie dentellière en a connu avant la guerre.

Cela prouve que la demande de dentelle de bonne qualité ne fut pas arrêtée par la situation d'après-guerre et que le déplacement formidable de la richesse se poursuivant encore de nos jours, ne fut en somme pas désastreux pour une industrie de luxe qui peut se faire valoir.

Nous ne devons donc pas désespérer de l'avenir quant à la vente de nos dentelles, quoique les droits d'entrée en Amérique, qui y sont fort élevés (90 p. c.), la disparition des marchés de la Russie et de l'Europe Orientale ainsi que la fabrication à la main de fines dentelles en Chine et au Japon, soient des facteurs qui nous sont très défavorables.

D'autre part, nous pouvons considérer comme des facteurs favorables l'éventualité de nouveaux débouchés dans l'Amérique du Sud et en Australie, de même que, dans un avenir très rapproché, la reprise plus probable encore du marché allemand. Il est notoire en effet que, depuis la création du mark-or, les Allemands viennent nous acheter un grand nombre d'articles de luxe.

II.

DIMINUTION DU NOMBRE D'ÉCOLES DENTELLIÈRES.

Le R. P. Rutten attire notre attention sur la diminution constante du nombre d'écoles dentellières depuis 1851, et sur la grande urgence d'organiser l'enseignement dentellier sur des bases sérieuses.

Ce dernier point n'a pas trouvé jusqu'à présent de solution satisfaisante.

Voici comment nous envisageons la chose :

Nous voulons atteindre un double but : 1° Il faut que nos contrées dentellières comptent toujours un aussi grand nombre possible de jeunes filles qui soient familiarisées avec l'art dentellier. Cet art reste une connaissance très utile pour toute jeune fille ou femme des Flandres. Cela ne veut pas dire que toute jeune fille, quittant l'école primaire, doit devenir immédiatement une dentellière de profession. Même, quand au début elle choisit une autre profession ou pas de profession du tout, il peut arriver dans sa vie un moment où les connaissances élémentaires de la dentellerie lui soient très utiles, soit qu'elle se trouve obligée d'apporter sa part dans les ressources du ménage, soit qu'une crise surgisse dans certaines industries, soit encore qu'à certaines époques de grande prospérité de la dentelle ce métier soit plus rémunérateur pour la femme que toute autre profession, soit enfin que la jeune fille qui travaille dans l'industrie doive abandonner son métier en se mariant. Il y a en outre à la campagne beaucoup de femmes qui, n'étant pas dentellières de profession, s'appliquent néanmoins à cet art durant les mois d'hiver pour y trouver un appoint avantageux, alors qu'en été elles s'adonnent aux travaux agricoles.

C'est pourquoi il est d'une importance capitale que l'art dentellier reste universellement répandu parmi nos populations flamandes, principalement dans les deux Flandres et dans le pays de Turnhout.

Dans le passé la connaissance de cet art fut transmise par les mères à leurs filles depuis leur prime jeunesse, et particulièrement par le grand nombre d'écoles dentellières qui étaient très fréquentées par les enfants.

Actuellement cette situation se trouve complètement changée. Nombre de mères ne sont plus en état d'apprendre l'art dentellier à leurs filles, et la plupart des écoles dentellières ont disparu. Il s'en suit que des milliers de jeunes filles n'ont plus l'occasion d'apprendre un métier qui, à tous points de vue, ne peut que leur être très utile.

Quelques chiffres pourront nous donner une idée de la situation actuelle de l'enseignement dentellier, d'après le rapport officiel de 1914 (1) :

(1) Voir Rapport Annuel de l'Inspection du Travail, Année 1919, « La réorganisation de l'apprentissage ; les écoles dentellières » par M^{me} E. Plasky, inspectrice principale à l'administration centrale.

Contrée.	Nombre d'Ecoles.	Nombre d'élèves		
		total.	en dessous de 14 ans.	au dessus de 14 ans.
Flandre Occidentale	116	6008	4396	1612
Flandre Orientale	20	369	435	434
Anvers et Limbourg	5	1020	705	315
	141	7397	5536	2361

Or, en 1919, il n'y avait plus que vingt-cinq de ces écoles qui fonctionnaient encore. Et la situation ne s'est guère améliorée depuis.

En West-Flandre (1) les écoles suivantes ont obtenu en 1923 des subsides du Ministère de l'Industrie et du Travail :

Poperinghe (3 écoles); Zerkeghem; Harelbeke; Ingelmunster; Syssele; Ghistel; Furnes et Bruges.

En 1924 on a créé une nouvelle école à Bruges, en même temps qu'on prévoyait 5 nouvelles écoles, notamment à Wynghene, à Ostende, à Ruddervoorde, à Leke et à Bruges.

En Flandre Orientale nous comptons en fait d'écoles subsidiées : celles de Zele, Maldeghem, Beveren, Steendorp, Nederzwalm et Deynze. Il y a en outre les trois écoles de Turnhout ainsi que l'école de Saint-Trond.

En dehors de ces institutions il existe en ce moment encore un nombre insignifiant d'écoles non-subsidiées. Personne ne peut contester que cette situation est critique et qu'il y a un manque absolu d'occasions pour apprendre le métier de la dentelle. Quelle est la cause de cette situation lamentable ?

L'inspecteur de l'Enseignement technique dans la Flandre Occidentale dit à ce propos dans son rapport précité :

« La cause principale réside en l'institution du quatrième degré dont on a fait tant de cas.

Il n'y a presque plus de directrices qui, par crainte du service d'inspection, devenu plus sévère au cours des dernières années, osent encore admettre des élèves en dessous de 14 ans dans les écoles dentellières.

Comme je l'ai dit plus haut, parmi les 165 écoles dentellières ouvertes en 1914, il n'y en avait que deux n'ayant pas d'élèves en dessous de 14 ans.

Sans doute, sur les 6.008 élèves, il y en avait 1.612 au-dessus de 14 ans, mais celles-ci avaient déjà appris leur métier avant leur 14^e année et continuaient à fréquenter l'école, soit pour se perfectionner, soit tout simplement par habitude, ou encore pour faire chez elles une économie de feu et de lumière et fuir leur habitation malsaine.

On peut affirmer, sans aucune exagération, que l'institution du 4^e degré et de l'inspection intensifiée donnera le coup de grâce à notre industrie

(1) Voir le Rapport de l'Inspecteur de l'Enseignement technique dans la Flandre Occidentale, exercice 1922-1923.

dentellière jadis si florissante, si la situation actuelle n'est pas modifiée. Sans doute, le 4^e degré formera bien des jeunes filles quelque peu plus instruites; mais elles ne sauront point gagner leur pain, ou bien, elles perdront vite les fruits de cette éducation intensifiée et prolongée par suite du travail obligatoire dans l'usine.

Non pas que j'improve le 4^e degré; mais tel qu'il est actuellement organisé, cette nouveauté procure trop peu d'avantages à notre classe ouvrière pour compenser l'anéantissement d'une industrie qui assurait jadis dans notre province un gagne-pain à 44,000 ouvrières.

Actuellement le salaire des dentellières est de 8 à 12 francs pour un nombre d'heures plus restreint qu'auparavant, de sorte que le dépérissement de l'industrie ne doit pas être cherché dans la diminution du salaire qui a dépassé le taux de la cherté de vie.

Un second motif du recul de nos écoles dentellières doit être cherché dans les salaires plus élevés que gagnent les hommes dans la région du front. Par suite de cela, les femmes et les enfants ne se voyaient plus dans la nécessité de s'assurer un supplément de revenus pour le ménage.

Toutefois cette situation est précaire et pourrait très bien, si elle se modifie, provoquer une crise violente.

Ajoutez-y encore la destruction de nombreuses écoles par la guerre, la disparition du matériel et les grands frais pour les remplacer. Aussi, il n'est pas étonnant, en présence de ces circonstances décourageantes, qu'aucune des 168 écoles dentellières ne se montre disposée à rouvrir ses portes. Ce serait d'ailleurs inutile, à cause des exigences de l'obligation scolaire et du service de l'inspection.

Cette manière de voir, sur laquelle nous attirons tout spécialement l'attention, est partagée par Madame Plasky, Inspectrice principale du Travail. Dans son rapport de 1919, elle dit : « Parmi toutes les industries où les femmes sont employées, l'industrie dentellière est celle qui a le plus souffert de la guerre et dont la restauration, la réglementation et la protection s'imposent avec le plus d'urgence.

» . . . En outre, une des principales causes de l'arrêt subi par l'industrie dentellière réside dans les difficultés rencontrées au cours de la période d'application de l'enseignement obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans et l'organisation du 4^e degré. »

C'est également l'avis de tous ceux qui s'occupent des écoles dentellières et des œuvres sociales en faveur des dentellières.

Ces personnes prétendent, en outre, qu'il importe que les jeunes filles qui apprennent l'art de la dentelle, spécialement de la dentelle aux fuseaux, puissent débiter avant l'âge de 14 ans. C'est nécessaire, non seulement parce que l'apprentissage des plus fines dentelles exige plusieurs années (de deux à cinq ans), mais également, parce que les jeunes filles, si elles veulent acquérir l'habileté nécessaire du métier, doivent s'y exercer de bien bonne heure. Dans la plupart des cas, il est trop tard de débiter à l'âge de 14 ans.

La question est donc : Comment sera-t-il possible, dans les contrées dentellières, de donner aux jeunes filles de moins de 14 ans, l'occasion de faire l'apprentissage de la dentelle ?

Voici comment, à notre avis, cette question pourrait être résolue.

a) En encourageant la création de cours du soir pour dentellières. S'il existait, dans les régions dentellières, des cours que les jeunes filles, à partir de 12 ans, par exemple, pouvaient suivre en dehors des heures de classe, un grand pas serait fait. On nous a signalé qu'il existe à Bruges un cours de l'espèce qui est très fréquenté. Cela prouve qu'il répond à une évidente nécessité.

b) Mais à l'école primaire même les enfants devraient être orientés vers les ouvrages de dentelle. Pourquoi ne pourrait-on, pour les enfants depuis 10 ans, consacrer de temps à autre une demi-heure de la leçon de couture ou de tricot, à l'enseignement dentellier ? Cette pratique rendrait les enfants familiers avec le travail des dentelles sans préjudice aucun pour le reste de l'enseignement.

Après le troisième degré, l'enseignement dentellier devrait se poursuivre d'une manière plus systématique au quatrième degré. Celui-ci a été créé pour préparer directement les jeunes filles à la vie pratique.

Actuellement il a eu un résultat tout opposé dans les régions dentellières. C'est une situation anormale qui doit être modifiée.

Dans sa brochure intéressante : *La protection et l'éducation de l'enfant du peuple en Belgique. — L'École pour la vie. — Le 4^e degré scolaire* (1922), M^{me} Plasky, inspectrice principale, dit dans le même ordre d'idées :

« Dans beaucoup de régions dentellières on signale :

Il n'y a plus ou il n'y aura plus d'école dentellière à cause du 4^e degré. Il y en a qui ajoutent : « Notre inspecteur de l'enseignement primaire n'aime pas ou ne veut plus que nos enfants apprennent la dentelle. »

« Je ne commente pas. Je ne discute pas. J'annote : Soit qu'il y ait interprétation faussée de part ou d'autre, *je constate ce fait incroyable* : à cause du 4^e degré, on supprimerait un enseignement pratique que, de par sa constitution même, le 4^e degré a le stricte devoir de réorganiser. On supprimerait le préapprentissage absolument nécessaire d'une industrie nationale, dont l'activité repose uniquement sur la main-d'œuvre féminine, d'une industrie qui, quoi qu'on en dise, assure le pain quotidien à 50.000 ouvrières à domicile, d'une industrie qu'on faucherait à sa base même, si dans les régions de la Flandre occidentale notamment, on ne s'inquiétait d'urgence de réglementer, de protéger son apprentissage dès l'école primaire. »

Nous pourrions encore en dire bien plus long sur la manière dont cette adaptation de l'enseignement primaire, et principalement du 4^e degré, pourrait le plus facilement être mise en pratique, mais cela sortirait du cadre de ce rapport. Disons simplement qu'il importe que l'enseignement dentellier soit donné d'une façon méthodique, par un personnel enseignant compétent.

Ainsi il sera possible d'obtenir dans un moindre laps de temps le même résultat qui fut demandé jusqu'ici à un apprentissage long et empirique.

c) Finalement, nous fixons l'attention sur une troisième manière d'apprentissage pour enfants de moins de 14 ans. Par voie de circulaire, l'honorable Ministre des Sciences et des Arts a décidé que les jeunes filles de 12 et de 13 ans, qui ont suivi avec fruit le troisième degré de l'enseignement primaire, seront considérées comme ayant satisfait à l'obligation scolaire lorsqu'elles passeront dans une école professionnelle de jour, à condition que dans celle-ci une grande partie

des heures de leçons (environ la moitié) soit consacrée à l'enseignement général théorique.

Il serait donc conforme à l'esprit de la loi d'instituer des écoles professionnelles qui consacrerait une moitié de la journée à l'enseignement général théorique et l'autre moitié à donner aux enfants de 12 et de 13 ans, en dehors des leçons de couture, de coupe et de broderie, des leçons de dentelle.

De cette manière on serait en règle vis-à-vis de l'enseignement dentellier, sans nuire d'aucune façon à l'enseignement général, et on aurait atteint le but principal, qui est de conserver à l'art de la dentelle chez les femmes flamandes son véritable caractère d'art populaire (1).

d) Nous devons cependant aller plus loin. Les fillettes quittant l'école primaire ne deviendront pas toutes immédiatement des dentellières de profession. Mais parmi elles il y en aura un certain nombre qui continueront à exercer l'art de la dentelle ou plutôt qui continueront à se perfectionner jusqu'à ce qu'elles soient devenues des dentellières qualifiées. Elles y parviendront, mais dans des cas de plus en plus rares, en s'engageant chez une habile dentellière. Il serait évidemment plus efficace, si ces jeunes filles pouvaient passer dans des écoles ou ateliers modèles où l'art de la dentelle leur serait enseigné complètement et méthodiquement.

De pareilles institutions devraient être créées dans les principaux centres dentelliers. Leur haute mission serait de conserver et de transmettre l'art des plus belles et des plus fines dentelles.

Afin d'assurer toutefois ce double enseignement dans les écoles primaires, d'un côté, dans les écoles professionnelles, de l'autre, il est nécessaire de former sans retard un personnel compétent, qui saura propager avec méthode et avec compétence l'art de la dentelle.

Heureusement, nous disposons à cette fin de deux établissements : l'école normale dentellière de Bruges pour la dentelle aux fuseaux, et celle de Zele pour la dentelle à l'aiguille.

Il serait également souhaitable que dans ces écoles, et aussi dans d'autres écoles professionnelles à enseignement plus général, le dessin de dentelle fût enseigné.

De grands talents sont latents chez nos jeunes filles du peuple. En cultivant ces talents on aidera à conserver toute son originalité à cet art populaire qu'est la dentelle.

III.

Les dentelles mécaniques.

Après cet exposé de la situation actuelle de notre industrie dentellière, nous voulons attirer l'attention sur la question importante des dentelles mécaniques, qui est pour nous d'un intérêt encore plus immédiat.

1° En quoi consiste la fabrication mécanique de la dentelle?

2° Quelle est son importance en regard des dentelles authentiques?

(1) Qu'il nous soit permis de faire observer qu'en France, où cependant l'industrie dentellière est moins importante qu'ici, l'enseignement dentellier a été rendu obligatoire dans les écoles primaires de certains départements. (Décret du Président de la République du 3 mai 1904.)

3° Comment peut-on, d'une manière efficace, protéger celles-ci contre la concurrence?

Le fait dominant qui doit nous occuper c'est que de nos jours on est parvenu, grâce aux machines perfectionnées, à imiter tous les genres de dentelles.

Les dentelles peuvent être classées en deux catégories principales : les dentelles à l'aiguille et les dentelles au carreau ou aux fuseaux. Ces deux genres sont imités d'une façon adroite et presque parfaite.

La fabrication mécanique des dentelles est devenue, dans nombre de pays, une grande industrie moderne.

Les producteurs principaux sont : la France, avec Calais comme centre ; l'Allemagne, à Plauen ; la Suisse, à Saint-Gall ; l'Angleterre, à Nottingham.

C'est à Calais que la dentelle aux fuseaux est imitée de la manière la plus développée et la plus parfaite. Plauen vient à la tête pour l'imitation des dentelles à l'aiguille.

Pour ce motif considérons un instant de plus près l'industrie dentellière de ces deux centres.

A. *L'Industrie dentellière à Calais.*

Il y a à Calais 409 fabricants, dont 88 ne produisent que de l'imitation. Ces fabricants dirigent 110 fabriques, employant comme machines :

2,646 métiers Leavers,
118 métiers à broder,
179 métiers à fuseau,
300 machines Cornely,

et encore quelques autres machines spéciales.

Les fabriques de dentelles proprement dites n'emploient pas moins de 31,500 ouvriers (8,000 hommes, 21,000 femmes, 2,500 enfants), avec un personnel nombreux de dessinateurs, coupeurs de cartons, teinturiers, manipulateurs, préparateurs des matières brutes, etc. Dans l'ensemble l'industrie dentellière fait vivre à Calais environ 45,000 personnes.

La production est très importante, en 1923 elle se chiffrait par un total de 175 millions de francs.

La France en tire d'énormes bénéfices, puisque l'exportation y entre pour 130 millions, soit 75 p. c. de la somme totale.

Ajoutons ici quelques chiffres d'une période plus normale. De 1900 à 1913 la courbe de la production était :

Année	Chiffre d'affaires (en millions)	Exportation (en millions)	Exportation (p. c. de la production totale)
1900 . . .	54 . . .	37 . . .	66
1901 . . .	60 . . .	45 . . .	75
1902 . . .	70 . . .	50 . . .	71,4
1903 . . .	65 . . .	40 . . .	61,5

1904	. . .	60	. . .	45	. . .	75
1905	. . .	80	. . .	65	. . .	81,2
1906	. . .	110	. . .	80	. . .	72,7
1907	. . .	105	. . .	75	. . .	71,4
1908	. . .	90	. . .	70	. . .	71,7
1909	. . .	95	. . .	72	. . .	75,7
1910	. . .	80	. . .	60	. . .	75
1911	. . .	70	. . .	55	. . .	78,5
1912	. . .	—	. . .	—	. . .	—
1913	. . .	175	. . .	81	. . .	46,2

B. — Plauen.

L'imitation de la dentelle faite à l'aiguille a son siège à Plauen dans le Vogtland. Ce n'est que dans la seconde moitié du siècle dernier que cette ville pittoresque s'est développée d'une façon sérieuse; il faut dire qu'elle a marché à pas de géants.

En 1861 elle comptait	. . .	16,000 habitants
— 1870	—	23,000 —
— 1904	—	100,000 —
— 1911	—	125,000 —

Elle doit cette extension remarquable à la fabrication mécanique de la dentelle.

Pour le moment nous ne possédons pas de chiffres indiquant le nombre d'ouvriers employés à Plauen, ni le montant de la production et de l'exportation. Mais les chiffres du mouvement de la population démontrent néanmoins l'importance considérable que cette industrie y a prise. Si nos souvenirs sont exacts, il n'y a là pas moins d'une cinquantaine de fabriques de dentelles.

Si nous constatons, d'autre part, que Nottingham constitue également un centre très important; que la Suisse qui, tout en s'étant surtout spécialisée dans la broderie, produit néanmoins aussi de la dentelle mécanique et des plus fines; que même en Belgique la fabrication mécanique de la dentelle est organisée, quoique dans une moindre proportion; et *last not least*, que l'Amérique, qui est un des meilleurs clients de la dentelle authentique comme de la dentelle mécanique, n'épargne ni ses dollars ni ses efforts pour ériger d'immenses fabriques de dentelles sur son propre territoire; il faut bien dans ces conditions se convaincre qu'on se trouve devant une grande industrie fortement outillée et complètement organisée d'après toutes les exigences de la technique moderne.

On est parvenu à imiter les dentelles fabriquées à la main d'une façon quasi parfaite. Le degré de ressemblance diffère évidemment d'après le genre qu'on veut imiter; mais le travail le plus fin est si minutieusement imité que seuls les connaisseurs — et ils ne sont pas nombreux — parviennent à découvrir la contre-façon.

. . .

La situation semble donc à première vue être plutôt inquiétante, à tel point

que, l'imitation ayant atteint un tel degré de perfectionnement, la dentelle fabriquée à la main, serait irrévocablement condamnée, comme ce fut le cas jadis pour les tissus et les fils faits à la main.

Mais il n'en est, heureusement, pas ainsi. La dentelle authentique n'est pas seulement un produit industriel, elle continue à posséder une valeur artistique qui sera toujours estimée à son prix.

Dans l'œuvre remarquable de Mrs. Burry-Palliser, « A History of Lace », nous lisons :

« De nos jours, presque tous les genres de dentelles sont imités par le travail mécanique, et même le connaisseur aura de la peine à voir la différence. Il importe cependant que nous défendions l'idée que le produit le plus parfait de la machine n'aura jamais le cachet, l'achevé, la beauté des dentelles faites à la main.

L'invention des dentelles mécaniques a eu ceci de particulier qu'elle n'a jamais fait diminuer la production du travail à l'aiguille et aux fuseaux. Au contraire, depuis que la machine a mis la dentelle à la portée de toutes les classes, les gens riches désirent plus que jamais se parer des articles exquis de Bruxelles et d'Alençon. »

Dans son livre : « La dentelle et la broderie sur tulle » (1902) M. Pierre Verhaegen dit dans le même esprit :

« On ne peut pas dire cependant, que la vogue de la dentelle mécanique ait fait baisser, dans son ensemble, la demande de belles dentelles à l'aiguille et aux fuseaux. La machine a contribué à tuer certains genres, mais en répandant dans toutes les classes le goût de la dentelle elle a amené les classes riches à rechercher plus que jamais les belles dentelles à la main.

Le préjudice le plus grave que la dentelle mécanique ait causé à la dentelle véritable c'est d'avoir amené une diminution générale de la demande et dans les prix de certaines dentelles fabriquées par un très grand nombre d'ouvrières, et d'avoir ainsi fait baisser les salaires et provoqué ainsi la défection d'une partie notable de la main-d'œuvre ».

* *

De tout ce qui précède, nous pouvons maintenant tirer quelques conclusions, qui délimitent clairement le problème que nous étudions.

A) Nous ne pouvons nous cacher que tous les genres de dentelles peuvent être imités.

B) La fabrication mécanique de la dentelle ne se borne pas seulement à l'imitation. Une part considérable de sa production n'est pas de l'imitation directe et par suite ne fait pas directement la concurrence aux dentelles véritables.

C) Cette fabrication mécanique est, d'ailleurs, à recommander d'abord pour des raisons d'ordre social, car c'est une industrie hygiénique qui demande un personnel intelligent et développé au point de vue technique; ensuite pour des raisons d'ordre économique puisqu'elle travaille principalement pour l'exportation et dès lors peut exercer la plus salutaire influence sur le change ainsi que sur la balance commerciale.

D) D'autre part, les dentelles mécaniques font indubitablement une forte concurrence aux dentelles authentiques dont elles cherchent, loyalement ou non, à usurper la place sur le marché.

E. Mais la dentelle authentique de bonne qualité n'a rien à craindre de la dentelle mécanique, à condition toutefois qu'elle soit protégée contre la concurrence déloyale et qu'elle puisse s'appuyer sur une forte organisation quant à sa production et son commerce, et particulièrement sur de sérieuses qualités techniques et artistiques.

CONCLUSIONS.

Comment protégerons-nous les dentelles véritables contre la concurrence déloyale?

Le commerce de détail à l'intérieur du pays se trouvera efficacement protégé par la loi Moyersoën, à condition qu'on veille sans interruption et en connaissance de cause à la stricte observation des stipulations, non seulement dans les magasins mais également dans les nombreuses maisons de débit qui n'ont pas d'étalage.

Toutefois, le commerce de gros à l'intérieur ainsi que le commerce sur le marché étranger échappent complètement à cette protection. On pourrait d'ailleurs difficilement concevoir une disposition de loi qui soit réellement efficace en la matière; il ne faut pas davantage songer à conclure des accords avec des pays étrangers. Il est vrai que sur ce terrain la fraude est moins fréquente. Les commerçants sérieux tiennent à une réputation irréprochable; c'est même cette bonne réputation de la plupart des firmes sur les marchés étrangers, qui est la meilleure garantie d'authenticité pour les dentelles. Cette règle générale comporte, toutefois, des exceptions, et dans bien des cas le commerce dentellier belge y trouverait de sérieux avantages, si les amateurs qui achètent à l'étranger avaient la certitude que la pièce est authentiquement faite à la main.

C'est pourquoi nous nous demandons si nos dentelles destinées à l'exportation ne pourraient porter une « marque d'authenticité ». Si les exportateurs y voient un intérêt, ils pourraient appliquer cette marque sur leurs marchandises. Celle-ci serait délivrée par un expert assermenté, désigné soit par l'État, soit par une ville (par exemple : Bruges, Turnhout), soit par un groupement de commerçants.

De cette façon, la réputation d'authenticité des dentelles belges pourrait se rétablir efficacement à l'étranger.

*
.

Mais ce ne sont là que des moyens préventifs, qui ne sont guère suffisants pour protéger notre industrie dentellière. Ce but doit être obtenu :

par l'encouragement officiel ou privé de notre belle industrie dentellière dans une mesure aussi large que possible;

par une forte organisation moderne de la production et de la vente, y compris une propagande active et méthodique tant à l'intérieur qu'à l'étranger;

et principalement par l'excellente qualité de nos dentelles, qui peut être relevée par une instruction esthétique et technique de nos dentellières.

Nous avons l'espoir que le Gouvernement, pour autant qu'il appartient à sa compétence et à son pouvoir, ne manquera pas à ce devoir urgent.

IV.

LE PROJET DE LOI.

Un dernier mot au sujet du projet de loi qui nous est soumis.

Celui-ci se borne à défendre qu'on vende de la dentelle mécanique pour de la dentelle véritable.

La Section centrale du Sénat regrettant à raison la faible portée de ce texte, s'est posé la question : « Ne serait-il pas préférable d'obliger tous les fabricants de mettre sur toutes les dentelles une étiquette portant la mention : dentelle à la main ou dentelle mécanique, et de reproduire cette mention sur les prospectus et sur les factures ? »

Après un examen de la question, il a semblé à la section que ce système serait très compliqué et peu contrôlable.

Nous ne voulons donc plus revenir sur cette question, quoiqu'il nous semble éminemment souhaitable que toutes les dentelles, exposées ou non, destinées à l'exportation comme à la vente locale, portassent la mention de leur nature et de leur origine.

Nous voulons faire remarquer cependant que le Parlement français est saisi d'une proposition analogue à celle qui nous occupe, mais d'une portée plus grande. En voici le texte :

ART. 1^{er}. — Toute dentelle faite par un procédé mécanique quelconque devra porter ostensiblement une étiquette où sera seulement inscrit, en toutes lettres d'égale grandeur, le mot « dentelle. »

ART. 2. — Pourront seules porter la mention « dentelle à la main » toutes dentelles faites à la main par un procédé quelconque.

Elles pourront être suivies de la désignation de la région ou localité où elle est fabriquée ou du genre de fabrication qu'elle représente. Ces mentions seront en lettres, moitié plus petites que le titre principal.

ART. 3. — Tout catalogue, prospectus, collection, factures et, en général, toute annonce désignant des dentelles faites mécaniquement ou à la main devront porter les mentions indiquées par les articles 1 et 2 de la présente loi,

ART. 4. — Chaque infraction aux articles 1, 2, 3 de la présente loi sera punie d'une amende de 5 à 16 francs.

Au cas de récidive, l'amende sera de 16 à 500 francs.

Mais il est à prévoir, comme le dit le rapporteur du Sénat, qu'après le vote du présent projet de loi, les détaillants de dentelles faites à la main auront plus d'intérêt que jamais à mettre spontanément sur leurs prospectus, sur leurs factures

et sur leurs marchandises l'étiquette : « Dentelle faite à la main ». Nous n'insistons pas davantage pour le moment.

La pratique démontrera si la loi doit être, oui ou non, complétée.

LES ARTICLES.

Nous n'avons pas de remarques à faire quant à la rédaction des articles.

Leur portée nous paraît claire. La loi définit exactement ce qu'il faut entendre par dentelle faite à la main, et elle prescrit que la désignation « dentelle véritable » ne pourra, en aucun cas, avoir d'autre signification que « dentelle faite à la main ». Même dans le cas où la dentelle en question n'aurait pas son équivalent parmi les dentelles faites à la main.

L'article 3 prescrit qu'un extrait de la présente loi devra être affiché à un endroit apparent, dans tous les magasins où la dentelle est mise en vente. Soulignons que par magasins il faut entendre non seulement les magasins à étalages, mais tous les endroits où se pratique le commerce de la dentelle.

Reste la question délicate et difficile de l'application de la loi.

Nous ne doutons pas que le Département de l'Industrie et du Travail saura prendre les mesures nécessaires pour donner à la présente loi sa pleine efficacité. Nous émettons cependant le vœu que le Gouvernement fasse appel au concours des Chambres Syndicales des Fabricants de dentelles des divers centres, spécialement qualifiées pour l'aider dans la protection de l'industrie dentellière, et dont le concours dévoué lui est assuré à l'avance.

.
.
.

Ces éclaircissements donnés, nous vous invitons, Messieurs, à adopter le projet tel qu'il nous a été transmis par le Sénat.

Le Rapporteur,

EDMOND RUBBENS.

Le Président,

L. BERTRAND.

— 100 —

(14)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING 11 DECEMBER 1924.

WETSONTWERP

tot bescherming van de echtheid der met de hand vervaardigde kanten (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER RUBBENS.

MIJNE HEEREN,

Het ingediend wetsontwerp werd in alle afdeelingen der Kamer — op twee onthoudingen na — met algemeene stemmen goedgekeurd.

Het is een voorstel dat ons overgemaakt werd door den Senaat, die het in zijn vergaderingen van 9 en 10 April besprak, en eenparig goedkeurde.

De Middenafdeeling der Kamer heeft het met dezelfde eenparigheid bekrachtigd; zij drukte tevens den wensch uit dat de Kamer zonder uitstel het voorbeeld van den Senaat zou volgen.

De verslaggever van den Senaat, E. P. Rutten, gaf in zijn verslag een breed overzicht van den huidige toestand onzer kantnijverheid, die, sinds eeuwen, sociaal en economisch gesproken, een onschatbare waarde en, nationaal gesproken, een echte roem voor ons land is.

Die kantnijverheid beleeft thans echter een crisis, zegt voornoemde verslaggever, waarvan de hoofdoorzaken zijn :

- De vermindering van het afzetgebied;
- De gestadige vermindering van het getal kantscholen;
- De slechte organisatie van den kanthandel;
- De ontoereikendheid der loonen.

Nochtans, zoo vervolgt hij, sedert de loonen na den oorlog merkkelijk verbeterd zijn, is de voornaamste oorzaak de geduchte mededinging die onze handkanten van de machienkanten ondervinden.

(1) Wetsontwerp door den Senaat overgemaakt, n° 249 (1923-1924).

(2) Samenstelling van de *Middenafdeeling*: de heeren Bertrand, voorzitter, De Bruyne (René), Maenhaut, Van Dievoet, Rubbens, Delacollette en Van Hooek.

Te beletten dat op onze binnenlandsche markt die mededinging gepaard ga met echt bedrog, dat is het doel van het huidig wetsontwerp.

Na aldus op het merkwaardig verslag van E. P. Rutten te hebben gewezen, weze het ons toegelaten hier op onze beurt eenige aanvullende beschouwingen en gegevens over de tegenwoordige crisis in onze kantnijverheid, over de beteekenis der mechanische kantfabricatie ten huidigen dage, en ten slotte over het wetsontwerp dat aan onze beraadslaging is onderworpen, mede te deelen.

1.

DE TEGENWOORDIGE CRISIS IN DE KANTNIJVERHEID.

Dat onze kantnijverheid thans eene crisis doorleeft is onbetwistbaar; de groote vermindering van het getal kantwerksters is er alleen reeds een bewijs van. Nochtans moeten wij wel inzien dat de toestand der naoorlogsche jaren merkelijk veelzijdiger is van aanblik dan een eenvoudige handelscrisis.

Onder opzicht van den handel zelf vallen er drie perioden aan te stippen.

Onmiddellijk na den oorlog ontstond er een groote vraag naar kanten; ongeveer twee jaar lang bleef deze aanhouden. Dank zij die groote vraag konden de loonen zich over 't algemeen tot een voldoende peil verheffen. De kantwerksters werden dan in een algemeene syndikale organisatie vereenigd.

De twee volgende jaren waren integendeel slechte jaren voor den kanthandel en talloze kantwerksters verlieten het kantkussen of de naald. Zij deden dit des te gemakkelijker daar intusschentijd niet alleen de grootnijverheid zich had hersteld en merkelijk uitgebreid, maar dat bovendien verscheidene andere nijverheden, beter gepast voor de vrouwen, zooals het machienbreien, het handschoenen en het hemdenstikken, zich in verscheidene Vlaamsche gewesten op groote schaal hadden verbreid.

Sedert twee jaar heeft echter de vraag naar onze goede kantsoorten opnieuw toegenomen, zoodat er op dit oogenblik niet kan gesproken worden van een scherpe handelscrisis zooals onze kantnijverheid er vóór den oorlog verscheidene heeft moeten doorstaan.

Daardoor weten wij dat de naoorlogsche toestanden de vraag naar echte kanten niet hebben gestikt, en dat de ontzaglijke en drukke verplaatsing van rijkdommen die nog steeds aan gang is, ten slotte niet nadeelig is voor een weeldenijverheid die zich weet te doen gelden.

Wij moeten dus niet wanhopen over den afzet onzer kanten in de toekomst, alhoewel de hooge invoertaksen in Amerika (90 t. h.), het wegvallen van de Russische en de Oost-Europeesche markten en het vervaardigen van fijne handkanten in China en Japan, zeer nadeelige factors zijn.

Als gunstige factors kunnen daartegen gesteld worden de waarschijnlijke aanwinst van nieuwe afzetgebieden in de toekomst, bij voorbeeld Zuid-Amerika en Australië, en de nog waarschijnlijkere heropening der Duitsche markt, in een zeer naaste toekomst. Het is trouwens een bekend feit dat sedert het invoeren van de Rentemark de Duitschers allerlei weeldevoorwerpen in ons land komen koopen.

II.

DE VERMINDERING DER KANTSCHOLEN.

E. P. Rutten wijst ook op het bedenkelijk feit dat het getal kantscholen sedert 1851 gedurig verminderd is, en op de dringende noodzakelijkheid het kantonderricht flink te organiseeren.

Dit laatste vraagstuk heeft tot op dit oogenblik geen bevredigende oplossing gevonden.

Ziehier hoe wij ons deze voorstellen :

Het doel dat moet bereikt worden is dubbel :

1° dat in de kantstreken een zoo groot aantal meisjes mogelijk met de kantkunst vertrouwd blijve. Het is voor een meisje of een vrouw van Vlaanderen altijd zeer nuttig de kantkunst te bezitten. Niet steeds zal zij onmiddellijk na de lagere school eene beroepskantwerkster worden. Maar zelfs als zij bij den aanvang geen beroep of een ander beroep kiest, kan er in haar leven meer dan één tijdstip aanbreken waarin de grondbegrippen van het kantwerk haar uiterst nuttig zullen zijn, hetzij dat zij later moet meewerken voor den vooruitgang van haar huisgezin, hetzij dat er een crisis heerscht in sommige nijverheden, hetzij dat in de bloei-perioden van den kanthandel met de kanten meer geld te verdienen is dan met anderen vrouwenarbeid, hetzij dat het meisje, eens gehuwd den nijverheidsarbeid moet opgeven die zij in hare jeugd verrichtte. Bovendien zijn er te lande talloze vrouwen, die ook geen beroepskantwerksters zijn, en in den Zomer landbouwwerk verrichten, maar 's Winters in de kantkunst een welkome bijverdienste vinden.

Daarom is het van zulk overwegend belang dat de kantkunst in het Vlaamsche land, en voornamelijk in Oost- en West-Vlaanderen en in de streek van Turnhout, een alom verspreide volkskunst blijve.

Daarvoor werd vroeger gezorgd door de moeders die hare meisjes van jongsaf hare bekwaamheid mededeelden en vooral door de talrijke kantscholen, die zeer druk door de jonge kinderen bezocht werden.

Thans is die toestand grondig veranderd. Veel moeders zijn niet meer in staat de kantkunst aan hare dochters te leeren; en de meeste kantscholen zijn verdwenen. Daardoor zijn duizende meisjes beroofd van de gelegenheid om een stiel te leeren, die haar onder alle opzichten zeer nuttig zou kunnen zijn.

Ziehier eenige gegevens, die een beeld geven van den huidige toestand van het kantonderwijs.

Volgens de officieele verslagen (1) was de toestand in 1914 als volgt :

(1) Zie in de *Jaarverslagen van het Arbeidsopzicht*, jaar 1919, « La Réorganisation de l'apprentissage ; les écoles dentellières » door de hoofdinspectrice van het Middenbeheer Mevrouw E. Plasky.

Streek.	Aantal Scholen.	Aantal meisjes		
		totaal.	onder 14 jaar.	boven 14 jaar.
West-Vlaanderen	116	6008	4396	1612
Oost-Vlaanderen	20	869	435	434
Antwerpen en Limburg	5	1020	705	315
	141	7897	5536	2361

Welnu, in 1919 telde men slechts nog 25 scholen in werking ! Het is sindsdien niet veel verbeterd.

In West-Vlaanderen (2) werden gedurende het schooljaar 1923 de volgende scholen door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid gesubsidieerd :

Poperinghe (3 scholen) ; Zerkeghem ; Harelbeke ; Ingelmunster ; Sysseele ; Ghistel ; Veurne en Brugge.

In 1924 werd er in Brugge nog een nieuwe school opgericht. Tevens werden nog 5 nieuwe scholen voorzien nl. in Wynghene, Oostende, Ruddervoorde, Leke en Brugge.

In Oost-Vlaanderen worden op dit oogenblik gesubsidieerd de scholen van Zele, Maldegheem, Beveren, Steendorp, Nederzwalm en Deynze.

Te Turnhout zijn er drie scholen ; te St-Truiden één school.

Buiten deze inrichtingen bestaan er op dit oogenblik nog een klein getal niet gesubsidieerde scholen.

Welnu, niemand kan betwisten dat deze toestand kritisch is, en dat er een geweldig tekort aan gelegenheden om den kantstiel te leeren bestaat.

Waarin ligt de reden van dezen bedenkelijken en noodlottigen toestand ?

De opziener van het technisch onderwijs van West-Vlaanderen beantwoordt deze vraag in zijn bovenvermeld verslag :

« De voornaamste reden moet gezocht worden in het oprichten van den vierden graad, waarmede zoo hoog opgelopen werd.

Schier geen enkele bestuurster, uit vrees voor den Inspectiedienst die vooral deze laatste jaren in het lager onderwijs verscherpt werd, durft nog leerlingen beneden de 14 jaar in de kantscholen toelaten.

Gelijk ik hooger zegde, waren er van de 165 kantscholen in 1914 geopend slechts 2 scholen welke geen leerlingen beneden de 14 jaar telden. Wel waren er op 6,008 leerlingen 1,612 boven de 14 jaar, doch deze laatsten hadden reeds vóór hun 14 jaar hun ambacht geleerd en bleven nog op school, 't zij om zich te volmaken ofwel eenvoudig uit gewoonte, of nog om vuur en licht te sparen en te ontvluchten aan hunne ongezonde woning.

Men mag gerust en zonder overdrijving bevestigen dat het inrichten van den vierden graad en de verscherpten inspectiedienst den genadeslag zullen geven aan onze certijds zoo bloeiende kantnijverheid, indien de tegenwoordige toestanden

(2) Zie het verslag van den Inspecteur van het Technisch Onderwijs in West-Vlaanderen, voor het dienstjaar 1922-1923.

blijven bestaan. In den vierden graad zullen wel wat geleerdere meisjes gevormd worden, doch zij zullen hun brood niet kunnen verdienen, ofwel deze betere en langdurige opvoeding algaauw verbeuren door het verplichte fabriekwerk.

Niet dat ik een hekel heb aan den vierden graad, doch zooals hij tegenwoordig opgericht is levert deze nieuwigheid te weinig voordeel op voor onze arbeidersklas om op te wegen tegen de vernietiging van eene nijverheid welke vroeger de broodwinning aan 41.000 arbeidsters in onze provincie verzekerde.

Hedendaags is het loon der kantwerksters gestegen tot 8 en 12 frank voor min werkuren dan vroeger, zoodat de verkwijning der nijverheid niet moet gezocht worden in de vermindering van het loon, hetwelk hooger geklommen is dan de maatstaf der levensduurte.

Een tweede reden van den achteruitgang onzer kantenscholen moet gezocht worden in het toekennen van hoogere loonen aan de manspersonen op de frontstreek. Hierdoor zagen vrouwen en kinderen de noodzakelijkheid niet meer in, eene bijverdiensite te maken om in het huishouden te voorzien. Doch deze toestand is voorbijgaand en kan bij keering eene scherpe crisis teweegbrengen.

Voeg daarbij nog de vernieling van tal onzer scholen door den oorlog, de verdwijning van het materieel en de groote kosten om er nieuw aan te schaffen, en het zal niemand verwonderen *dat geen enkele van de 165 kantscholen nog lust heeft, gezien deze ontmoedigende omstandigheden, hunne deuren terug te openen.* Ten andere, gezien de huidige eischen van den schoolplicht en den inspectiedienst, ware zulke vruchteloos. »

Deze zienswijze, waar wij ten eerste de aandacht op vestigen, is ook deze van Mevrouw Plasky, hoofdinspectrice van den Arbeid. In haar verslag van 1919 schreef zij : « De kantkunst is van al de nijverheden waarin de vrouw werkzaam is deze welke het meest door den oorlog geleden heeft en waarvan het herinrichten, regelen en beschermen het dringendst is.

... Benevens andere oorzaken is een van de voornaamste factors van het stil liggen de kantnijverheid, de moeilijkheden van de inrichtingsperiode der schoolplicht tot 14 jaar en van den vierden graad. »

Al de personen die zich met het kantonderricht en de maatschappelijke werken ten voordeelen der kantwerksters bezig houden, zijn van hetzelfde gevoelen.

Zij beweren bovendien dat het volstrekt noodig is dat de meisjes die het kantwerken, vooral het kloskantwerken, aanleeren, daarmee aanvangen vóór den ouderdom van 14 jaar. Dat is noodig niet alleen omdat het aanleeren van de meest fijne kanten verscheidene jaren vergt (twee tot vijf jaar), maar ook omdat dan alleen de meisjes de volle bedrevenheid van den stiel zullen verwerven als zij zich op jeugdigen leeftijd beginnen oefenen. Eerst op veertien beginnen is in veel gevallen te laat.

Daardoor is de vraag gesteld hoe opnieuw in de kantstreken aan de meisjes beneden 14 jaar de gelegenheid geboden den kantstiel te beginnen leeren ?

Ziehier hoe, naar onze meening, die vraag kan opgelost worden :

a) Door het inrichten aan te moedigen van avondleergangen voor kantwerksters. Indien in de kantstreken leergangen bestonden, die de meisjes van af 12 jaar, bij voorbeeld, buiten de schooluren zouden kunnen volgen, dan zou er reeds een

groote stap gedaan zijn. Naar men ons meegedeeld heeft, bestaat er thans, o. a. te Brugge, een dergelijke leergang die zeer druk wordt bezocht; een bewijs dat hij aan eene ware behoefte voldoet.

b) Doch ook in de lagere school zouden de kinderen naar het kantwerk moeten geörienteerd worden. Waarom zou er dan voor de kinderen van af het 10^e jaar niet nu en dan een halfuurtje naai- of breiles door een kantles kunnen vervangen worden? Dat zou, zonder eenig nadeel voor het overig onderricht, de kinderen met het kantwerk vertrouwd maken.

Eens de derde graad van het lager onderwijs voorbij, zouden dan de kinderen in den vierden graad een meer systematisch kantonderricht moeten krijgen. De vierde graad is toch ingericht om de meisjes rechtstreeks tot het practisch leven voor te bereiden. Thans heeft hij in de kantstreken een gansch omgekeerden uitslag opgeleverd. Zulks is niet normaal en moet dan ook veranderd worden.

In dezen zin spreekt ook Mevrouw de Hoofdinspectrice Plasky in een interessante brochure : *La protection et l'éducation de l'enfant du peuple en Belgique. — L'école pour la vie. — Le 4^e degré scolaire* (1922).

« Uit vele kantstreken vermeldt men :

Wegens den 4ⁿ graad, bestaan er geen kantscholen meer of zullen er weldra geene meer bestaan.

Sommigen voegen er bij : « Onze toezieners van het lager onderwijs houdt er niet van of wil niet meer hebben dat onze kinderen kânt maken. »

« Ik wil daaraan geene verklaring geven, noch daarover redetwisten. Ik stip alleen aan : Aangenomen nu dat er een valsche interpretatie van weerszijden bestaat, *stel ik het ongeloofbaar feit vast* : Wegens den 4ⁿ graad zou men een uiteraard practisch onderricht afschaffen, dat de 4^e graad verplicht is in te richten. Men zou de vooropleiding uitschakelen die onontbeerlijk is voor een nationaal bedrijf dat alleenlijk steunt op den vrouwelijken handarbeid, van een bedrijf dat, wat men er ook moge van zeggen, het dagelijksch brood verzekert aan 50 duizend handarbeidsters, — van een bedrijf dat men radikaal zou uitroeien indien men, in de West-Vlaamsche streken, bij voorbeeld, zich niet dadelijk beijverde om het aanleeren der kantvervaardiging in de lagere scholen te verordenen en te beschermen. »

Wij zouden nog kunnen uitweiden over de manier waarop die aanpassing van het lager onderwijs en vooral van den 4ⁿ graad met het kantonderricht gemakkelijk zou kunnen geschieden. Dat valt echter buiten het kader van dit verslag. Zeggen wij alleen dat het noodig is dat het kantonderricht op methodische wijze en met bekwame leerkrachten moet gegeven worden.

Zoo kan men in een geringer getal uren het lang maar empirisch onderricht van vroeger volledig vervangen.

c) Ten slotte vestigen wij hier de aandacht op een derden vorm van kantonderricht voor kinderen van minder dan 14 jaar. Door een Ministerieel schrijven heeft de Heer Minister van Kunsten en Wetenschappen vastgesteld dat meisjes van 12 en 13 jaar, die met vrucht den derden graad van het lager onderwijs hebben doorgeemaakt, aan den schoolplicht voldoen met over te gaan naar eene dagberoepsschool, op voorwaarde dat in deze nog een ruim deel der lesuren (ongeveer de helft) aan het theoretisch onderwijs gewijd worde. Het zou dus met den geest van de wet

strooken dat beroepsscholen opgericht worden die een halven dag per dag aan algemeen theoretisch onderwijs besteden, en gedurende den anderen halven dag, aan de kinderen van 12 en 13 jaar, benevens naai- en snij- en borduurlessen, ook lessen van kantwerken geven.

Zoodoende zou, zonder eenigszins het algemeen onderwijs te schaden, ook het zoo wenschelijke kantonderricht tot zijn recht komen, en ware het eerste doel n. 1: het bewaren der kantkunst als volkskunst bij de vrouwen van het Vlaamsche land bereikt (1).

d) Wij moeten echter verder gaan. Niet al de kinderen zullen bij het verlaten der lagere school, onmiddellijk beroepskantwerksters worden. Doch een zeker procent onder hen zal de kantkunst blijven oefenen, of beter gezegd, blijven aanleeren tot zij volmaakte en bedreven werksters worden. Dat zullen zij in enkele en steeds zeldzamer wordende gevallen kunnen doen met bij een bedreven werkster op stiel te gaan. Veel beter echter en veel doelmatiger zou het zijn konden die meisjes overgaan tot echte modern ingerichte scholen of leerwerkhuizen, waar hun de kantkennis volledig en stelselmatig zou worden aangeleerd. Deze instellingen moeten in de voornaamste kantcentra tot stand komen. Zij hebben als hooge zending de kunst van de schoonste en fijnste kanten te behouden en de kennis dier soorten over te leveren.

Om echter dit tweevoudig onderricht in de lagere scholen eenzijdig, in de vakscholen en leerwerkhuizen anderzijds te verzekeren dienen er ongetwijfeld flinke leerkrachten gevormd, die met methode en bevoegdheid de kantkunst zullen weten te verspreiden.

Gelukkig bezitten wij daartoe twee inrichtingen, de kantnormaalschool van Brugge voor de kussenkanten, en voor de naaldkanten die van Zele.

Het is ook zeer te wenschen dat in die scholen, en ook in andere meer algemeene vakscholen, het teekenen van kanten aangeleerd worde. Bij onze volksmeisjes zijn veel groote talenten verscholen, die eens ontwikkeld, veel zullen bijdragen om de volkskunst die het kantwerk is levendig en oorspronkelijk te houden.

III.

DE MACHIENKANTEN.

Na aldus den huidige toestand der kantnijverheid te hebben beschouwd willen wij een blik slaan op het belangwekkend vraagstuk der machienkanten dat ons hier nog meer rechtstreeks bezighoudt.

Het laat zich indeelen door de volgende vragen :

1° Wat is de mechanische kantfabricatie?

2° Welk is haar beteekenis tegenover de echte kanten?

3° Hoe kunnen deze doelmatig tegen de mededinging beschermd worden?

Het hoofdfeit dat ons moet bezig houden is, dat men er ten huidige dage, bij

(1) Het zij ons toegelaten er hier op te wijzen hoe in Frankrijk, waar nochtans de kantnijverheid minder belangrijk is dan hier, het kantonderricht in de lagere scholen van ettelijke departementen verplichtend gemaakt werd (Décret du Président de la République du 3 mai 1904.)

middel van uiterst ingewikkelde machienen, in gelukt, al de kantsoorten zonder onderscheid na te maken.

De kanten kunnen ingedeeld worden in twee hoofdgroepen : de naaldkanten en de kussen- of kloskanten. Die beide soorten worden zeer behendig en schier volmaakt nagebootst.

Het vervaardigen der machienkanten is in verscheidenen landen tot een moderne grootnijverheid uitgegroeid.

De voornaamste voortbrengers zijn : Frankrijk met als centrum Kales; Duitschland met Plauen; Zwitserland met St Gall; Engeland met Nottingham.

De nabootsing der kloskanten is het meest ontwikkeld en verst gevorderd in Kales : Voor het namaken van naaldkanten spant Plauen de kroon.

Laat ons daarom de kantnijverheid dezer twee centra even nader beschouwen.

A. De Kantnijverheid van Kales.

Er zijn in Kales 409 fabrikanten, waaronder 88 alleen maakwerk leveren. Die fabrikanten beheeren 110 fabrieken, waar de volgende machienen gebruikt worden :

2,646 getouwen Leavers ;

118 borduurgetouwen ;

179 klosgetouwen ;

300 Cornelymachienen.

Daarenboven nog ettelijke andere speciale machienen.

In de eigenlijke kantfabrieken zijn niet minder dan 31,500 personen werkzaam (8,000 mannen, 21,000 vrouwen, 2,500 kinderen).

Bovendien nog een groot aantal personen o. a. teekenaars, kartonstekers, verwers, verhandelaars, bereiders van grondstoffen, enz. Over 't geheel genomen leven er te Kales circa 45,000 menschen van de kantnijverheid.

De voortbrengst is zeer gewichtig : in 1923 bereikte zij een totaal van 175 miljoen frank.

Dat is voor Frankrijk zooveel te voordeeliger, daar er voor 130 miljoen, hetzij bijna 75 t. h. uitgevoerd werd.

Voegen wij hierbij eenige cijfers van een meer normale periode. Van 1900 tot 1913 was de kurve der voortbrengst als volgt :

Jaar	Zakencijfer (in miljoenen)	Uitvoer (in miljoenen)	T. h. uitvoer op de totale voortbrengst.
1900	54	37	66
1901	60	45	75
1902	70	50	71.4
1903	65	40	61.5
1904	60	45	75
1905	80	65	81.2
1906	110	80	72.7
1907	105	75	71.4
1908	90	70	77.7

1909	. . .	95	. . .	72	. . .	75.7
1910	. . .	80	. . .	60	. . .	75
1911	. . .	70	. . .	55	. . .	78.5
1912	. . .	—	. . .	—	. . .	—
1913	. . .	175	. . .	81	. . .	46.2

B. — Plauen

De namaking van naaldkanten heeft zijn zetel in Plauen in Vogtland. Deze schilderachtige stad heeft zich eerst in de tweede helft der laatste eeuw ontwikkeld. Maar dan ook met reuzenschreden.

In 1861 telde zij	16,000	inwoners
1870 telde zij	23,000	—
1904 telde zij	100,000	--
1911 telde zij	125,000	—

Dat heeft zij hoofdzakelijk aan de mechanische kantvervaardiging te danken.

Wij bezitten op dit oogenblik geen cijfers over het getal werklieden, de voortbrengst en den uitvoer van Plauen.

Maar de cijfers van de bevolkingsbeweging zijn alleszins sprekend voor het groot belang der nijverheid aldaar. Er zijn, meenen wij, een vijftigtal kantfabrieken.

Voegen wij daarbij dat Nottingham een zeer belangrijk centrum vormt; dat Zwitserland, vooral gespecialiseerd in de broderie, toch ook mechanische kanten, en van de fijnste vervaardigt; dat ook in België de machienkantfabricatie, alhoewel op kleine schaal, is ingericht; en « last not least » dat Amerika, de groote afnemer der echte en der machienkanten noch dollars noch moeite spaart om op eigen bodem reusachtige kantwerkhuisen op te richten; dan moeten wij ons overtuigen dat wij hier voor een zoo uitgebreide als sterk uitgeruste en technisch volmaakte moderne grootnijverheid staan.

De graad van volmaaktheid bereikt door de nabootsing der handkanten verschilt natuurlijk van soort tot soort. Doch tot de fijnste kanten worden met behendigheid nagebootst. Alleen kenners — en die zijn weinig talrijk — kunnen het onderscheid maken.

. . .

Bij den eersten aanblik schijnt de toestand dus onrustwekkend te zijn, en zouden velen wel kunnen vreezen dat, indien de nabootsing het zóó ver heeft gebracht, de handkanten onwederroepelijk veroordeeld zijn, zooals de handweefsels en de handgarens van voorheen.

Dat is echter niet zoo. De echte kanten zijn niet alleen nijverheidvoortbrengsels; *zij hebben een kunstwaarde, die steeds op prijs zal gesteld worden.*

In het standaardwerk over de kantanijverheid *A history of lace* van Mrs Bury-Palliser lezen wij :

« Om zoo te zeggen elke kantsoort wordt ten huidige dage door machienwerk

nagebootst ; en het is niet gemakkelijk, zelfs voor een kennersoog, het verschil te ontdekken. Nochtans moeten wij steeds bij de meening blijven dat de meest volmaakte voortbrengsels van de machien nooit den toets, het afgewerkte en de schoonheid van de met de hand gemaakte kanten zullen evenaren.

De uitvinding van de machienkanten bracht deze eigenaardigheid mede : zij heeft de voortbrengst van de naald en het kussenwerk nooit doen verminderen. Integendeel sinds het machienwerk de dracht van kanten in het bereik van alle standen heeft gebracht, zijn de rijken gretiger dan ooit de uitgelezen artikels van Brussel en Alençon gaan verlangen. »

In zijn werk *La dentelle et la broderie sur tulle* (1902) spreekt M. Pierre Verhaegen in denzelfden zin :

« Men kan echter niet zeggen dat de vraag naar mechanische kant, over het algemeen, die naar de schoone naald- of kloskant heeft doen dalen.

De machine heeft medegeholpen om zekere soorten te doen verdwijnen, doch met in al de klassen den lust naar kant te verspreiden, heeft zij de rijke cliënteel er toe gebracht meer dan ooit de schoone met de hand vervaardigde kanten te doen verlangen.

Het ergste nadeel dat de mechanische kant aan de echte kant heeft veroorzaakt is een algemeene vermindering van navraag en van prijs der kanten, door een groot getal van werksters vervaardigd ; alzoo kwam er eene daling van de dagloonen en verlieten een groot getal arbeidsters het kantwerk. »

. . .

Thans kunnen wij uit al wat voorgaat eene reeks van stellingen afleiden, die het vraagstuk dat wij bestudeeren, duidelijk afbakenen.

a) Wij mogen het ons niet verduiken : alle kantsoorten kunnen nagebootst worden ;

b) De mekaniëke kantfabricatie blijft echter niet alleen bij de nabootsing stilstaan. Een zeer aanzienlijk deel van hare voortbrengst is geen rechtstreeksche nabootsing en dus ook geen rechtstreeksche mededingster van de echte kanten.

c) Zij is bovendien als nijverheid aan te prijzen, ten eerste om redenen van socialen aard, want zij is gezond, en vergt ontwikkeld personeel ; niet minder om redenen van economischen aard, want zij werkt hoofdzakelijk voor den uitvoer en kan dus den besten invloed op wisselkoers en handelsbalans uitoefenen.

d) Van den anderen kant zijn de machienkanten onbetwistbaar sterke mededingers voor de handkanten, die zij op loyale of deloyale manier trachten te vervangen.

e) Nochtans moeten de goede handkanten de machienkanten niet vreezen op voorwaarde dat zij tegen de oneerlijke mededinging worden beschermd en dat zij bovendien door een flinke organisatie van de voortbrengst en den handel, en vooral door hun technische en artistieke uitmuntendheid gediend worden.

GEVOLGTREKKINGEN.

Hoe dus de handkanten tegen de oneerlijke mededinging beschermen ?

Voor den binnenlandschen kleinhandel zal de wet-Moyersoën doelmatig zijn,

zoo er streng, bestendig en zaakkundig op haar toepassing gewaakt wordt, en zulks niet alleen in de winkels, maar ook in de verkoophuizen zonder uitstalling, die talrijk zijn.

Maar de binnenlandsche groothandel en de handel op de vreemde markten ontsnappen totaal aan die bescherming. Men kan zich trouwens geen wetsbepaling voorstellen die wel doelmatig zou zijn; aan een akkoord met de andere landen valt evenmin te denken. Gelukkig wordt de vervalsching op dat terrein veel minder gepleegd. De ernstige kanthandelaars houden hun faam ongerept; ook is de naam van de meeste handelsfirma's op de vreemde markten de beste waarborg voor de echtheid der kanten. Nochtans ook aan dien regel zijn uitzonderingen, en het zou in menig geval zeer nuttig zijn en voordeelig voor den Belgischen kanthandel, konden de liefhebbers in de vreemde landen de zekerheid krijgen, dat de stukken die zij koopen, wel degelijk met de hand zijn vervaardigd.

Daarom vragen wij ons af of onze kanten, die uitgevoerd worden, geen « stempel van echtheid » zouden kunnen dragen? De uitvoerders zouden — *indien zij er belang in zien* — hun waren van een degelijken stempel kunnen voorzien. Deze zou afgeleverd worden door een gezworen keurman, aangesteld hetzij door den Staat, hetzij door een Stad, (bij voorbeeld, Brugge of Turnhout), hetzij door een groepeerings van handelaars. Het zou niet moeilijk zijn in het buitenland het bestaan en de volstrekte betrouwbaarheid dier stempels bekend te maken.

Zoodoende kan de faam der echtheid der Belgische kanten bij de vreemdelingen opnieuw sterk gevestigd geraken.

* * *

Dat alles zijn echter maar voorkomende middelen. Zij kunnen in de verste verte niet volstaan om onze kantnijverheid te beschermen.

Dit doel moet bereikt worden door :

de officieele of private aanmoediging onzer schoone kantnijverheid op de breedst mogelijke schaal;

door een flinke moderne organisatie van de voortbrengst en den verkoop, daarbij gerekend een stelselmatige en drukke propaganda in het binnen- en buitenland;

en voornamelijk door de uitmuntendheid onzer handkanten, die door eene grondige esthetische en vakkundige opleiding onzer kantwerksters moet en kan verhoogd worden.

Wij hopen dat onze Regeering, voor zoover het in hare macht en bevoegdheid ligt, aan dien strengen plicht niet zal te kort komen.

IV.

HET WETSONTWERP.

Een laatste woord betreffende het ons onderworpen wetsontwerp.

Het beperkt er zich bij te verbieden dat mechanisch vervaardigde kant voor echte kant wordt verkocht.

De Middenafdeeling van den Senaat, die terecht de geringe beteekenis van dezen

tekst betreunde, stelde de vraag : « Zou het niet doelmatig zijn al de fabrikanten te verplichten op al de kanten een etiket te hechten met de vermelding : echte kant of mechanische kant, en deze aanduiding evenzoo te vermelden op de prospectussen en de facturen ? »

Na onderzoek van de vraag, achtte de afdeeling dat dit stelsel zeer ingewikkeld en weinig valbaar voor controle zou zijn.

Wij willen dus niet meer op deze zaak terugkomen, hoewel het ons uiterst wenschelijk schijnt dat de kanten, uitgestald of niet, bestemd voor den uitvoer zooals voor den plaatselijken handel, den aard en den oorsprong derzelve zouden vermelden.

Wij willen echter doen opmerken dat bij het Fransche Parlement een dergelijk voorstel als het onderhavige werd aanhangig gemaakt, doch van een ruimere strekking. Het luidt als volgt :

ART. 1. — « Elke kant op welkdanige mechanische wijze ook verwaardigd, moet zichtbaar een opschrift dragen waarop in volle letters van gelijke grootte, enkel wordt vermeld « kant ».

ART. 2. — Mag de melding « kant met de hand gemaakt » dragen alleen elke kant met de hand op welkdanige wijze ook vervaardigd.

Op deze vermelding mag volgen de aanduiding van de streek of de plaats waar de kant vervaardigd is of het soort waarvan de kant een exemplaar is. Deze vermelding wordt aangeduid in half zoo groote letters als die der hoofdvermelding.

ART. 3. — Elke catalogus, prospectus, rekening, en over het algemeen, elke bekendmaking waardoor mechanische of met de hand gemaakte kant wordt aangeduid, moet de vermeldingen dragen, in de artikelen 1 en 2 dezer wet opgegeven.

ART. 4. — Elke overtreding van de artiken 1, 2, 3 dezer wet wordt gestraft met eene boete van 5 tot 16 frank.

Ingeval van herhaling wordt de boete 16 tot 500 frank. »

Wij mogen echter onderstellen dat, zooals de verslaggever van den Senaat het zegt, na de aanneming dezer wet de kleinhandelaars in kant er meer dan ooit belang zullen bij hebben vanzelf op hunne prijzenlijsten, rekeningen en koopwaren de vermelding te plaatsen : « Kant met de hand gemaakt. » Vooralsnu dringen wij daar niet verder op aan.

Uit de ervaring zal blijken of de wet al dan niet moet worden aangevuld.

DE ARTIKELEN.

Over den tekst der artikelen hebben wij geene aanmerking te maken.

Hunne strekking schijnt ons klaar te zijn. De wet geeft een juiste bepaling van wat dient te worden verstaan onder « Kant met de hand gemaakt » en bepaalt dat de vermelding « echte kant » in geen geval eene andere beteekenis kan hebben dan « kant met de hand gemaakt », zelfs ingeval de kant waarvan sprake niet zou vallen onder de kantsoorten die met de hand zijn vervaardigd.

Luidens artikel 3 moet een uittreksel dezer wet worden aangeplakt op een goed zichtbare plaats in al de magazijnen waar kant wordt verkocht. Laten wij er op wijzen dat onder magazijnen dient te worden verstaan : niet enkel de magazijnen met uitstallingen, maar ook elke plaats waar handel in kant wordt gedreven.

Blijft nu de toepassing der wet; dit is eene kiessche en moeilijke zaak.

Wij twijfelen er niet aan of het Departement van Nijverheid en Arbeid zal de vereischte maatregelen weten te treffen om aan de wet hare volle uitwerking te geven. Niettemin drukken wij den wensch uit, dat de Regeering de medewerking vragende der Syndicale Kamers der kantfabrikanten uit de verschillende streken, die inzonderheid aangewezen zijn om de Regeering ter zijde te staan in de bescherming der kantnijverheid en waarvan te toewijding bij voorbaat is verzekerd.

Na deze toelichting verzoeken wij U, Mijne Heeren, uwe goedkeuring te hechten aan het ontwerp zooals dit door den Senaat werd overgemaakt.

De Verslaggever,

EDMOND RUBBENS.

De Voorzitter,

L. BERTRAND.

